



Le sommet de l'UE adopte la déclaration de retrait britannique

Par [Peter Schwarz](#)

Région : [L'Europe](#)

Mondialisation.ca, 27 novembre 2018

[wsws.org](#) 26 novembre 2018

Un sommet extraordinaire de l'Union européenne a adopté dimanche le traité sur le retrait de la Grande-Bretagne de l'UE et une déclaration politique commune sur les relations futures. Le vote était unanime.

L'accord de 585 pages sur le Brexit conclu entre la Commission européenne et le gouvernement conservateur de la Première ministre Theresa May régit les paiements que Londres doit verser aux caisses de l'UE après son départ le 29 mars 2019 (environ 39 milliards de £), le statut futur des citoyens de l'UE au Royaume-Uni et des citoyens britanniques dans l'UE, une procédure « filet de sécurité » (*backstop* en anglais) pour résoudre le problème frontalier controversé entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande membre de l'UE et la période de transition suivant le Brexit.

Selon le traité, la Grande-Bretagne restera dans le marché unique européen jusqu'à la fin de 2020, devra obéir à toutes ses règles, mais ne sera plus autorisée à avoir son mot à dire dans ses décisions. S'il s'avère impossible de conclure un accord de libre-échange pendant cette période, celle-ci peut être prolongée de deux ans. En outre, la solution du *backstop* pour l'Irlande stipule que le Royaume-Uni restera lié à l'Union européenne dans une union douanière jusqu'à ce qu'une solution ait été convenue pour la frontière intérieure irlandaise.

Cette déclaration politique de 26 pages, qui contrairement au traité sur le Brexit n'a aucune force juridique, décrit les relations futures dans les domaines du commerce, de la pêche, des voyages, de la sécurité et des services financiers. Elle énonce l'intention de nouer « un partenariat aussi étroit que possible » avec le Royaume-Uni après le Brexit et laisse délibérément toute la place à des interprétations différentes dans le but de faciliter la tâche de Theresa May pour vendre l'accord sur le Brexit à la population britannique.

Que le traité surmonte le prochain obstacle, le vote du Parlement britannique en décembre, semble hautement improbable, car l'accord entre May et Bruxelles a aggravé la guerre civile qui fait rage entre les conservateurs et dans tous les partis britanniques. Les opposants conservateurs de May, partisans d'un « Brexit dur » (sans accord avec l'UE), le Parti unioniste démocrate DUP d'Irlande du Nord, et tous les partis de l'opposition avec le Parti travailliste en tête rejettent l'accord proposé.

Les partisans du Brexit « dur » accusent May de transformer la Grande-Bretagne en « un État satellite », dépendant de Bruxelles. On estime que près de 80 des 331 députés conservateurs le rejettent, et sur ce nombre seulement 20 suffiraient, avec les voix du DUP, pour sceller la probable défaite de l'accord. Lors d'une conférence du DUP à Belfast,

l'ancien ministre des affaires étrangères, Boris Johnson, a exhorté le gouvernement à « mettre le backstop au rebut ».

La dirigeante du DUP, Arlene Foster, dont les 10 voix sont essentielles pour la majorité parlementaire de May, a également rejeté le traité, car il mène à une frontière commerciale dans la mer Irlande et menaçant l'unité du Royaume-Uni. Elle a menacé May de retirer le soutien du DUP.

Le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn a qualifié la déclaration politique commune de l'UE de « 26 pages de baratin ». Elle menait « aveuglement au Brexit que nous craignons tous [...] La seule certitude contenue dans ces pages est que la période de transition devra être prolongée faute de quoi nous allons nous retrouver dans le filet de sécurité, et sans sortie. »

May et l'UE comptent sur la crainte d'un Brexit « sans accord » non encadré, pour minimiser ainsi la révolte interne de son parti et garantir suffisamment de soutien chez les travaillistes de droite pro-UE et ainsi obtenir une majorité. Si la Grande-Bretagne quitte l'UE sans accord, un chaos économique est prédit des deux côtés de la Manche. Le scénario va de l'effondrement du trafic aérien, d'interminables embouteillages aux frontières, de l'effondrement massif des échanges commerciaux et chocs sur les marchés boursiers aux troubles sociaux. L'assureur d'emprunts Euler Hermes s'attend à ce que 30 milliards de livres sterling d'exportations britanniques et 8 milliards d'euros d'exportations allemandes soient menacés.

Dimanche matin, avant la décision finale du sommet de l'UE, May a publié une « lettre à la nation », demandant au peuple britannique de soutenir le traité sur le Brexit et appelant à un « renouveau et une réconciliation ». Les partisans et les opposants du Brexit doivent devenir un seul et même peuple à nouveau, a-t-elle exhorté. Au cours des deux prochaines semaines, elle a l'intention de mener une campagne massive en faveur du traité avec le soutien du monde des affaires.

Si le Parlement le rejette, ce qui est probable, plusieurs scénarios sont possibles. Ils vont d'un autre vote parlementaire après un peu plus de marchandage, d'un deuxième référendum sur le Brexit ou de nouvelles élections, au Brexit sans accord. Mais dans l'éventualité que, contrairement aux attentes, May réussisse à faire adopter le traité, cela ne ferait qu'inaugurer une nouvelle étape du conflit.

Les négociations relatives à un accord de libre-échange sont une fosse aux serpents. De nombreux problèmes non résolus dans l'accord sur le Brexit ont simplement été reportés. Cela vaut non seulement pour le problème de la frontière irlandaise, mais également pour le problème de Gibraltar. Le gouvernement espagnol avait menacé d'opposer son veto à l'accord si ce promontoire rocheux de 6,5 kilomètres carrés que l'Espagne avait cédé à la Grande-Bretagne en 1713 était inclus dans les dispositions en tant qu'entité sous contrôle britannique. L'Espagne a insisté sur le fait que cela compromettrait les négociations bilatérales sur l'avenir de Gibraltar, qui pourraient déboucher sur une souveraineté espagnole ou conjointe. Le Premier ministre social-démocrate espagnol, Pedro Sanchez, a saisi cette occasion pour établir son empreinte en tant que défenseur des intérêts nationaux espagnols dans la campagne électorale en cours en Andalousie.

Les 32 000 habitants de Gibraltar ont voté à 96 pour cent en faveur de rester l'UE dans le référendum sur le Brexit, tout en souhaitant rester attachés à la Grande-Bretagne. Sa

position en tant qu'enclave britannique a apporté une prospérité sans précédent à cette base militaire britannique autrefois complètement isolée. Des impôts peu élevés, des services financiers déréglementés et un boom du tourisme ont stimulé le trafic frontalier et l'économie de Gibraltar. Environ 10 000 Espagnols se rendent quotidiennement dans l'enclave pour travailler.

Finalement, un « compromis » a été convenu, qui reporte le problème et que Sanchez et May ont célébré comme une victoire. L'Espagne aura un droit de veto sur toutes les questions concernant Gibraltar, qui restera territoire d'outre-mer britannique.

On ne peut comprendre la crise du Brexit et les conflits politiques violents, les distorsions économiques et les conflits sociaux qui en découlent que dans le cadre de la crise profonde du capitalisme mondial. Partout dans le monde, la classe dirigeante réagit aux tensions sociales croissantes et aux rivalités entre les grandes puissances en engageant un tournant politique à droite, en fomentant le nationalisme et en renforçant le militarisme.

L'UE ne lutte pas contre cette tendance, elle ne fait qu'exacerber les tensions nationales. Depuis qu'elle a transféré le fardeau de la crise financière mondiale de 2008/2009 sur la classe ouvrière par le biais de programmes d'austérité brutaux, l'UE est perçue par des couches toujours plus importantes de la classe ouvrière pour ce qu'elle est réellement : un outil pour les intérêts économiques et financiers les plus puissants. Puisque que les partis sociaux-démocrates, les syndicats et les organisations de pseudo-gauchistes telles que Syriza soutiennent la politique d'austérité de l'UE, les courants nationalistes de droite ont pu bénéficier de l'opposition à Bruxelles.

L'UE, avec les gouvernements allemand et français jouant le rôle principal, avait espéré que le référendum sur le Brexit soit un échec. Mais lorsque le résultat fut connu, les responsables ont compté sur son effet dissuasif pour faire rentrer dans le rang les 27 autres États membres de l'UE. Pour empêcher les autres pays de suivre l'exemple britannique, ils ont délibérément imposé des conditions difficiles dans les négociations avec May. Cela a encore empoisonné le climat politique. L'Europe glisse de plus en plus ouvertement vers les rivalités nationales qui en ont fait un terrain fertile pour le fascisme et la guerre au siècle dernier.

Seule l'intervention indépendante de la classe ouvrière peut empêcher la répétition de telles catastrophes. L'intensification de la lutte des classes à travers l'Europe doit devenir le point de départ d'un mouvement socialiste s'opposant à la fois à l'UE et au nationalisme grandissant et luttant pour les États socialistes unis d'Europe.

Peter Schwarz

Article paru en anglais, WSWS, le 26 novembre 2018

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © [Peter Schwarz](http://wsws.org), wsws.org, 2018

Articles Par : **Peter Schwarz**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca